



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

KONEXIO

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15 rue de la Réunion
75020 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



KONEXIO

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 15 rue de la Réunion
75020 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents de l'association **KONEXIO**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **KONEXIO** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe « Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger » qui expose la présentation dans l'annexe des comptes annuels d'un état des avantages et ressources provenant de l'étranger.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

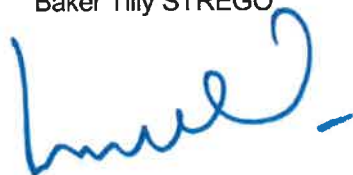
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 10 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



Younès BOUJJAT

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)	28 800,00	28 800,00		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF IMMOBILISE	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	245 266,17	156 349,07	88 917,10	104 333,72
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
ACTIF IMMOBILISE	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	41 102,55		41 102,55	38 595,79
	TOTAL (I)	315 168,72	185 149,07	130 019,65	142 929,51
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	76 666,59		76 666,59	33 521,06
	Créances reçues par legs ou donations				
ACTIF CIRCULANT	Autres créances	1 593 393,88		1 593 393,88	1 894 047,38
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	500,00		500,00	501 783,54
	DISPONIBILITES	765 023,36		765 023,36	439 475,91
	Charges constatées d'avance	29 274,06		29 274,06	
	TOTAL (II)	2 464 857,89		2 464 857,89	2 868 827,89
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	2 780 026,61	185 149,07	2 594 877,54	3 011 757,40
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				41 102,55	38 595,79
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	302 174,02	224 977,69
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 856,77	77 196,33
	Total des fonds propres (situation nette)	304 030,79	302 174,02
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	132 614,89	149 889,46
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	132 614,89	149 889,46
	Total des fonds propres	436 645,68	452 063,48
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	165,89	237,72
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	165,89	237,72
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	200,00	200,00
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 932,09	8 830,51
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	177 373,84	159 782,65
DETTES DIVERSES	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	386 992,13	600 114,26
	Produits constatés d'avance	1 527 567,91	1 790 528,78
	Total des dettes	2 158 065,97	2 559 456,20
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 594 877,54	3 011 757,40
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 856,77	77 196,33
	(1) Dont à moins d'un an	2 158 065,97	2 559 456,20
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	47,46	
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	205 593,99	159 435,96
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	954 592,46	1 387 231,92
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	30 486,16	59 356,37
	Mécénats	1 095 759,72	22 000,00
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	176 446,82	506 375,10
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5 672,39	134 993,54
Total des produits d'exploitation		2 468 599,00	2 269 392,89
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	760 622,19	780 106,04
	Aides financières		1 060,00
	Impôts, taxes et versements assimilés	95 276,02	81 502,98
	Salaires et traitements	1 243 089,33	1 032 512,45
	Charges sociales	349 535,62	290 578,63
	Dotation aux amortissements et dépréciations	66 327,38	48 434,76
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	20 320,86	5 019,38
Total des charges d'exploitation		2 535 171,40	2 239 214,24
RESULTAT D'EXPLOITATION		(66 572,40)	30 178,65

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(66 572,40)	30 178,65
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 730,77	2 212,03
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		5 730,77	2 212,03
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		5 730,77	2 212,03
RESULTAT COURANT avant impôts		(60 841,63)	32 390,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	63 846,40	45 168,65
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		63 846,40	45 168,65
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 148,00	363,00
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		1 148,00	363,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL		62 698,40	44 805,65
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 538 176,17	2 316 773,57
TOTAL DES CHARGES		2 536 319,40	2 239 577,24
EXCEDENT ou DEFICIT		1 856,77	77 196,33
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		76 355,00	55 904,00
Prestations en nature		61 212,00	48 919,80
Bénévolat			
TOTAL		137 567,00	104 823,80
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		21 093,00	16 874,40
Prestations		40 119,00	32 045,40
Personnel bénévole		76 355,00	55 904,00
TOTAL		137 567,00	104 823,80

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 594 878 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 2 538 176 euros** et un total **charges de 2 536 319 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 1 857 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'objet social de l'entité :

KONEXIO est une association et un organisme de formation qui forme aux compétences numériques des plus basiques aux plus avancées afin de faciliter l'inclusion socio professionnelle.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

KONEXIO propose des formations aux compétences numériques de base, ainsi que des formations préparant à des titres professionnels, en alternance, correspondant à des métiers en tension. Ces formations s'adressent à des personnes éloignées de l'emploi confrontées à un risque économique ou social : demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, réfugiés.

Les moyens mis en oeuvre :

Les formations sont élaborées et réalisées par des formateurs salariés et des prestataires de service. Les formations aux compétences numériques de base sont délivrées par des conseillers numériques et des bénévoles. La gestion administrative de l'association et des formations, la coordination des programmes de formation, la recherche de financements et le développement de nouvelles actions ainsi que de partenariats sont mis en oeuvre par des salariés.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la

Règles et Méthodes Comptables

dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

- | | |
|---------------------------|-------|
| - Matériel informatique | 3 ans |
| - Installations générales | 7 ans |

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur

Règles et Méthodes Comptables

valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Engagements retraite

Aucune provision n'est comptabilisé dans les comptes.

Compte tenu de la structure de la population salariée et de l'ancienneté des salariés, nous nous limiterons au calcul des indemnités dues à ce titre pour les personnes ayant plus de 60 ans au 31/12/2023, et au moins 10 ans d'ancienneté.

A ce titre, aucune indemnité de départ à la retraite n'est due à ce jour.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces ainsi que de bien meubles ou immeubles.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaires aux comptes pour la mission de commissariat aux comptes 2023 s'élevait à 16 380€ TTC.

Dans les comptes de 2023, deux factures et une provision ont été constatées.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	28 800,00					28 800,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 800,00					28 800,00
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	43 528,79		11 088,12			54 616,91
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	150 826,62		39 822,64			190 649,26
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	194 355,41		50 910,76			245 266,17
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	38 595,79		2 506,76			41 102,55
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	38 595,79		2 506,76			41 102,55
TOTAL		261 751,20		53 417,52			315 168,72

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	28 800,00			28 800,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	28 800,00			28 800,00
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	15 757,83	10 407,80		26 165,63
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	74 263,86	55 919,58		130 183,44
Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	90 021,69	66 327,38		156 349,07
TOTAL		118 821,69	66 327,38		185 149,07

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	41 102,55	41 102,55	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	76 666,59	76 666,59	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	13 248,00	13 248,00	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 580 145,88	1 580 145,88	
	Charges constatées d'avance	29 274,06	29 274,06	
	TOTAL DES CREANCES	1 740 437,08	1 740 437,08	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	200,00	200,00		
	Fournisseurs et comptes rattachés	65 932,09	65 932,09		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	75 781,42	75 781,42		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	91 338,83	91 338,83		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 253,59	10 253,59		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	386 992,13	386 992,13		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 527 567,91	1 527 567,91		
	TOTAL DES DETTES	2 158 065,97	2 158 065,97		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	224 977,69	77 196,33			302 174,02
Excédent ou déficit de l'exercice	77 196,33	(77 196,33)	1 856,77		1 856,77
Situation nette	302 174,02		1 856,77		304 030,79
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	149 889,46		46 500,00	63 774,57	132 614,89
Provisions réglementées					
TOTAL	452 063,48		48 356,77	63 774,57	436 645,68

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrib. fi. des autorités de tarification							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.	238,00		72,11			165,89	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	238,00		72,11			165,89	

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	10 080,00	9 198,00	61,54	82,95				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur	6 300,00	1 890,00	38,46	17,05				
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	16 380,00	11 088,00	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	16 380,00	11 088,00	100,00	100,00				

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen

		31/12/2023	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		10,00
	Professions intermédiaires		13,00
	Employés		19,00
	Ouvriers		
	TOTAL		42,00

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		1 527 734	1 527 734
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			1 527 734

Produits constatés d'avance (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	1 527 734	1 790 767	(263 033)	-14,69
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	1 527 734	1 790 767	(263 033)	-14,69



Charges à payer

31/12/2023

Total des Charges à payer		144 952
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS - FACT NON PARVENUS</i>	<i>10 080</i>	10 080
Dettes fiscales et sociales <i>DETTE PROV CP</i> <i>DETTE CHARGES SOCIALES CP</i> <i>FORMATION</i>	<i>75 169</i> <i>32 837</i> <i>6 575</i>	114 581
Autres dettes <i>AVOIR A ETABLIR</i>	<i>20 291</i>	20 291

Produits à recevoir

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		52 451
Autres créances clients <i>FACTURES A ETABLIR</i>	<i>39 203</i>	39 203
Autres créances <i>TAXE SUR LES SALAIRES</i>	<i>13 248</i>	13 248

Annexe libre

COMMENTAIRE

Konexio

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

L'article 132-1 du règlement ANC 2018-06 définit les fonds dédiés comme la partie des ressources dédiées par des financeurs à des projets définis, qui à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les sommes inscrites au passif en "Fonds dédiés" sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte "Utilisation de fonds dédiés".

Sont comptabilisées au crédit du compte "Utilisation de fonds dédiés » :

- les montants des charges d'exploitation comptabilisées dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini

- les montants des immobilisations acquises ou produites dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un projet défini;

Pour les immobilisations amortissables, l'entité peut rapporter en produits le montant de l'acquisition ou le coût de production sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations. Il s'agit d'un choix de méthode comptable applicable à l'ensemble des immobilisations amortissable et donnant lieu à une information dans l'annexe des comptes concernant la méthode retenue ;

- aux remboursements aux tiers financeurs de la part non utilisée.

Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger

31/12/2023

Etat du contributeur	Montant ou valorisation
IRLANDE	480 000,00
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	31 378,00
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	23 475,97
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	29 862,55
IRLANDE	10 000,00

L'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République précise les mentions à faire figurer dans l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger.

L'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est établi selon le modèle de tableau synthétique présenté ci-dessus..